

Elle vise donc à :

- enlever des hommes en trop pour libérer des terres ;
- favoriser la concentration foncière ;
- donner des facilités de crédit.

Mais tous ces mécanismes là encore n'ont pas la même signification pour l'exploitant qui a déjà des capitaux et celui qui cherche à les accumuler.

En fait, cette politique des structures :

- 1) n'a eu qu'une action marginale ;
- 2) n'a pu favoriser qu'un nombre réduit d'agriculteurs ayant déjà une base capitaliste minimale.

Sous l'un comme sous l'autre de ces aspects, la politique agricole favorise l'accumulation du capital par ceux qui déjà en possèdent ; elle ne peut pas donner une chance équitable de profiter de leur travail à tous ceux dans l'agriculture qui n'ont pas ou peu de capital.

La preuve : 2.000.000 d'agriculteurs en moins depuis 15 ans.

**Ces techniques économiques sont utilisées parce qu'elles sont présentées comme mises au service de mythes qui rencontrent l'adhésion idéologique de tous les paysans :**

1. **Le mythe du progrès "technique"**, véhicule impartial de l'amélioration de l'existence des travailleurs.

Si pour les agriculteurs capables d'autofinancement le progrès technique a permis la diminution de coûts de production et donc des profits accrus, il eut souvent chez les petits paysans des conséquences désastreuses. Dans bien des cas, le tracteur est apparu comme l'instrument-miracle capable de résoudre toutes les difficultés alors qu'en fait, il n'eut pour résultat que l'endettement définitif.

2. **Le mythe de l'organisation coopérative.**

Ce terme recouvre des réalités différentes (coopératives d'approvisionnement, de vente, ou coopératives de production), dont nous n'exposerons pas le fonctionnement ici.

Alors que les coopératives furent présentées comme un moyen pour tous les agriculteurs "de s'en sortir", elles permettent en fait aux exploitants les plus aisés, qui occupent les postes-clés, de profiter indifféremment du travail des petits agriculteurs et des ouvriers employés par les coopératives.

Pourtant depuis 1964, le P.C.F. accorde une part très importante au mouvement coopératif dans son nouveau programme agricole. En 1966, Perceval (spécialiste des questions agraires du P.C.F.) écrit : « Waldeck Rochet avance la thèse qu'il est maintenant possible de voir se développer dans le cadre d'une démocratie radicale, populaire mais non socialiste, une agriculture moderne sous une forme non capitaliste basée sur des coopératives de production, ce qui faciliterait le passage au socialisme à une époque où ce passage peut s'effectuer sous des formes pacifiques » (c'est nous qui soulignons).